



MOSCOU

ORGANE DU 3^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N^o 40 Mercredi 13 Juillet 1921.

Direction: Dénejný 5, ch. 18.
De 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 7-77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaia 49.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-43-10 et 3-79-05.

La question nationale et le communisme en Tchéco-Slovaquie.

Au cours des discussions qui ont eu lieu sur le sujet de l'affiliation du Parti Communiste Tchéco-Slovaque à l'Internationale Communiste, on a parlé entre autres choses de l'attitude du Comité Directeur de ce Parti à l'égard de la question nationale. Comme la Tchéco-Slovaquie est appelée à jouer un rôle très important pour la révolution italienne en Europe Centrale et comme la question nationale y occupe à son tour une place importante, il est d'un grand intérêt d'examiner cette question quelque peu plus en détails.

L'orateur de la délégation tchèque a fait preuve d'une grossière incompréhension en interprétant l'attitude du Comité Directeur à l'égard de la question nationale comme étant du nationalisme. Un tel reproche n'est nullement fondé. Mais il ne suffit pas qu'un parti communiste se contente de renier le nationalisme ni qu'il se borne à essayer de mener une politique internationale. Un parti communiste a le devoir d'examiner à fond la question nationale comme d'ailleurs toutes les questions, de prendre position à son égard de façon claire et nette et de déterminer les lignes de conduite de sa politique dans cette question. Cela doit avoir lieu surtout quand il s'agit du rôle que la question nationale peut jouer dans la révolution prolétarienne. L'allégation du cam. Burian selon laquelle la 3^e Internationale, dans les écrits de ses chefs et dans ses thèses a déjà donné une solution à la question nationale, cette allégation est fort exagérée. Des écrits et des thèses ne peuvent pas „résoudre“ une question, ils ne peuvent que la situer en principe et dans son application à la pratique de la lutte de classes révolutionnaire; les thèses de la 3^e Internationale ne peuvent donner que les directives générales. Le devoir des communistes de tous les pays est, se basant sur ces thèses, d'examiner la question nationale dans leurs pays respectifs et d'appliquer les thèses conformément aux circonstances dans un esprit révolutionnaire. Des social-démocrates allemands de Tchéco-Slovaquie, par exemple, ont immédiatement utilisé à leurs fins celles des phrases des thèses du 2^e Congrès mondial, dans lesquelles il est dit que les communistes doivent soutenir les luttes livrées par les peuples opprimés pour leur émancipation; et ils ont écrit que conformément à ces thèses nous autres communistes nous étions obligés de lutter côte à côte avec eux pour le fameux droit d'autodétermination. A coup sûr notre premier devoir dès la fondation de notre parti était de prendre position à l'égard de la question nationale. Qui voudra s'informer plus abondamment à ce sujet aura à consulter la brochure dans laquelle cette question est traitée en détails.^{*)}

Notre examen de la question nationale nous a amenés à la conclusion que les phrases des thèses ont trait au soutien des luttes émancipatrices des peuples opprimés ne doivent pas être rapportées à notre politique. A coup sûr nous devons nous aussi nous opposer à l'oppression nationale mais dans les secteurs allemands de l'Etat tchéco-slovaque il ne s'agit pas de l'oppression et de l'exploitation d'une nation par un capitalisme étranger; le capitalisme allemand est dans ces régions beaucoup plus fort que le capitalisme tchèque et a d'ailleurs, conclu avec celui-ci une alliance étroite en vue de l'exploitation des prolétaires des deux nationalités. Les capitalistes allemands auraient préféré pouvoir empêcher tout seuls la plus value; mais il faut dire qu'ils se sont déjà accommodés de leurs compagnons d'autant plus qu'ils ont vu que la conservation du vieux domaine économique par celle de l'Etat tchéco-slovaque était profitable au capitalisme. Les clignements d'yeux engageants de la bourgeoisie allemande à l'adresse de l'émancipation nationale est une manœuvre qui leur permettra de nourrir les sentiments nationalistes des masses, ceci pour le présent, et pour l'avenir, une spéculation sur un nouveau triomphe possible de l'impérialisme allemand qui rendrait les capitalistes allemands maîtres de l'Europe Centrale.

^{*)} Le Congrès du Parti Reichenberg, 3^e fascicule: la question nationale. Le rapport du cam. Kreibich, la résolution et l'appel au prolétaire non-allemand. Edition de la librairie populaire Runge et Cie, Reichenberg.

Nous voyons donc qu'ici ce n'est pas l'émancipation du peuple qui est le but final, mais bien l'exploitation sans partage de son propre peuple et l'exploitation et l'oppression d'un peuple étranger.

Nous basant sur ces considérations, nous avons exigé il y a longtemps déjà lorsque la gauche n'était pas encore sortie du parti social-démocrate, par exemple, au Congrès du Parti qui eut lieu à Teplitz en 1919, de rompre décidément avec la politique nationalo-bourgeoise qui consistait à faire de l'œil à l'irredentisme national; nous exigeons la liquidation de la lutte pour l'autodétermination au profit d'une lutte pour la destruction des frontières entre les Etats capitalistes. Mais comme le Parti Socialiste ne cessait pas de dire que la victoire du socialisme amènerait la réalisation du droit à l'autodétermination, il nous fallut battre en brèche ce point de vue, car il semblait vouloir dire au fond que la victoire du socialisme seule pouvait donner une solution à la question germano-bohémienne.

Le premier pas sur la voie du communisme est la conquête du pouvoir et l'avènement de la dictature du prolétariat. A cet instant la question nationale se posera devant la dictature prolétarienne. Seulement en pratique il y a deux alternatives: la victoire du prolétariat révolutionnaire soit d'abord en Allemagne, soit en Tchéco-Slovaquie. Dans le premier cas c'est le cri: à bas la Tchéco-Slovaquie capitaliste, vive la République des Soviets allemande! qui semble devoir être le mot d'ordre en même temps révolutionnaire et national à adopter par les prolétaires allemands qui habitent les régions frontalières de Tchéco-Slovaquie attenantes à l'Allemagne. Mais quelle serait l'influence pratique de ce mot d'ordre? L'Allemagne Soviétiste recevrait un domaine dont elle n'a pas besoin pour son régime économique et qui pourrait être l'objet d'une guerre avec la Tchéco-Slovaquie pendant laquelle cette région serait très difficilement défendable. Au lieu que pour la Tchéco-Slovaquie le rapt soudain de cette région frontalière qui est le cœur de son industrie, serait une catastrophe économique qu'aucun régime d'Etat ne laisserait se produire impunément. En même temps les très nombreuses minorités tchèques qui sont incluses dans ces provinces frontalières seraient poussées à un nationalisme effréné ce dont tout le mouvement révolutionnaire d'Europe Centrale ne pourrait pas ne pas se ressentir dangereusement. Sortant de ces considérations notre Congrès du Parti adopta le mot d'ordre que les communistes allemands de Tchéco-Slovaquie en cas d'un triomphe rapide de la révolution en Allemagne devraient se méfier de toute politique nationalo-bolchévique d'apparence révolutionnaire et s'efforcer d'entrer en contact avec les communistes tchèques pour accélérer le développement révolutionnaire en Tchéco-Slovaquie.

Dans le second cas la révolution prolétarienne arriverait à vaincre tout d'abord en Tchéco-Slovaquie (car évidemment nous ne partageons pas le point de vue de Smeral qui, dogmatiquement, rejette la possibilité d'une „révolution isolée“). Dans ce cas là, il va de soi que nous autres communistes allemands devons nous opposer à toute tentative faite pour étrangler la république soviétiste Tchéco-Slovaque par quelque mouvement nationaliste ou irredentiste. Car la bourgeoisie allemande et la contre-révolution allemande ne manqueraient pas de faire de telles tentatives. Le devoir des communistes allemands de Tchéco-Slovaquie consiste par conséquent dans le cas qui nous occupe en une défense perspicace de la révolution prolétarienne contre les complots ennemis.

Ce n'est que lorsque les républiques soviétiques prolétariennes d'Europe Centrale se seront consolidées dans leur position et se seront unies en une fédération qu'ils devront songer à régler les questions concernant la délimitation de leurs frontières et la satisfaction de leurs besoins pratiques.

Voilà les directives générales que nous avons adoptées à l'égard des questions nationales. Que les lecteurs communistes décident si la tactique adoptée par les communistes allemands en ce qui concerne l'Etat tchéco-slovaque peut être appelée opportuniste et si le camarade tchèque Vahek était fondé à la placer sur un même pied avec celle du communiste tchèque Smeral.

KARL KREIBICH.

Une journée historique.

Au Congrès International des Syndicats Rouges, les 10 et 11 juillet ont eu lieu les débats sur la question des rapports entre l'Internationale Syndicale et l'Internationale Communiste. Ce sérieux problème suscita l'attention générale, et sa solution a fait entrer dans l'histoire la journée du 11 juillet.

En cette journée, il y avait sur les plateaux de la balance historique d'une part les vieilles traditions des petits cercles, enveloppées dans le brouillard du régime bourgeois, d'autre part l'unité de la classe ouvrière, son avenir, ses destinées...

Les débats sur les rapports des camarades Rosmer et Man et l'examen de la résolution proposée par eux et par un groupe de délégués sympathisant pouvaient se terminer par une catastrophe.

Nous n'avons jamais refusé la lutte politique. Nous avons toujours dit que la dictature un prolétariat est un browning entre les mains de la classe ouvrière au moment de l'exaspération de la lutte de classe. C'est précisément pourquoi nous ne voulons pas nous subordonner aux Partis Politiques. Nous serons seulement avec ceux qui sont capables d'actions révolutionnaires, et seulement lorsque nos actions coïncideront.

Ainsi parla le syndicaliste Sirolle. Loyal révolutionnaire mais épouvanté par de longues années de trahison des partis syndicalistes. Il était clair que ce qui parlait dans ce lutteur bien trempé, ce n'était pas la raison, mais le sentiment, pas la saine appréciation de la situation, mais les souvenirs encore frais de la sanglante boucherie mondiale organisée par la bourgeoisie et par les mains serviles des rénégats du camp socialiste.

Marcher chacun de son côté, frapper le grand coup ensemble, telle était l'essence du discours de Sirolle.

Après, lui se fit entendre la voix raisonnable de Tommasi.

Nous sommes-nous rassemblés ici pour dire des phrases révolutionnaires, ou bien pour établir la tactique commune des actions révolutionnaires? Est-il permis de parler d'activité politique et en même temps de se méfier en principe des partis politiques? Ou bien les camarades russes n'auraient-ils pas ressuscité l'Internationale politique morte dans le marais impérialiste, n'auraient-ils pas créé le Parti Communiste, parti de la classe ouvrière, ne se seraient-ils pas montrés de véritables révolutionnaires. Et le fait que nous sommes rassemblés ici en plein jour, dans une salle où jadis faisaient la fête les nobles engraisés du sang des paysans, de fait que nous aiguillons ici notre arme de classe, n'est-ce pas la preuve que le parti révolutionnaire ne sait pas seulement lutter mais sait aussi triompher.

Marcher d'accord, frapper le grand coup d'accord, à cela se réduit le discours chaleureux de Tommasi.

Avec calme et pénétration, comme toujours résonna la parole de Rosmer.

Il rappela avec quel acharnement les syndicalistes allemands défendaient leur „indépendance“ contre les partis politiques, comment ils ont insisté et insistent encore pour rester séparés des syndicats liés au parti, à quoi cet isolement les a menés avant la guerre, après la guerre et pendant la révolution allemande.

Par 282 voix contre 35, le Congrès adopte la résolution signée de Lozovski, Rykov (Russie), Mann (Angleterre), Nait (Canada), Tommasi (France), et autres camarades.

L'Internationale Syndicale a tendu une main de solidarité fraternelle à l'Internationale politique. Les organisations économique et politique des ouvriers du monde entier se sont rangées sur une même ligne.

Et l'on entendit résonner solennellement les déclarations courtes et concrètes de l'Australie, de la Roumanie, de la Bulgarie et des autres pays, se prononçant en faveur de la résolution. Non moins solennellement retentit le discours de justification du jeune tribun révolutionnaire, le syndicaliste espagnol Nin.

Il y a actuellement deux mondes en présence, celui d'Amsterdam et celui de Moscou. Les cadavres sanglants de nos camarades que chaque jour la police espagnole arrache de nos rangs, ont montré de façon évidente avec lequel de ces deux mondes nous marchons. Nous som-

mes contre la subordination à l'Internationale Communiste, parce que nous estimons que dans notre pays, comme dans tous les autres à l'exception de la Russie, les syndicalistes sont la force la plus révolutionnaire. Mais, nous nous subordonnons à la classe ouvrière, dont les intérêts réclament l'alliance avec Moscou. Et d'accord avec les organisations politiques du prolétariat révolutionnaire, nous marcherons la main dans la main avec l'Internationale Communiste contre l'ennemi commun aussi longtemps que l'Internationale Communiste exprimera la volonté des ouvriers révolutionnaires.

En cette journée historique la classe ouvrière a triomphé des vieux préjugés de quelques uns de ses chefs. La destinée lui a souri: l'alliance des deux Etats-Majors est conclue. Maintenant la parole appartient au prolétariat. Et peut-être le jour n'est pas loin où le sourire de l'expérience sera remplacé par un rire joyeux.

IGOR KIN.

Moscou, 12 juillet 1921

La fête de la Jeunesse à Moscou.

Le 10 juillet a eu lieu à Moscou une fête grandiose de la Jeunesse en l'honneur des trois congrès internationaux siégeant actuellement dans la capitale.

Dès 10 heures du matin on vit arriver à Sokolniki de longues théories de jeunes gens marchant en rangs avec le drapeau rouge et chantant des hymnes révolutionnaires. Les uns après les autres les tramways et les automobiles accouraient vers le champ décoré de verdure et de placards.

A 11 heures du matin, la fête s'ouvre par un discours du représentant de la Préparation Militaire, suivi d'un autre discours du Comité de la Jeunesse Communiste de Moscou.

Alors commence une joute sportive entre les organisations de Jeunesse des divers quartiers. Les jeux comprennent de nombreux numéros, courses, sauts, lancement du disque, etc...

Pendant ce temps arrivaient les délégués étrangers au Congrès de la Jeunesse, auxquels la Jeunesse laborieuse remplissant toute la plaine fit une brillante ovation.

Le Président du Congrès de la Jeunesse, Munzenberg, prend la parole. Son discours est couvert par un tonnerre d'applaudissements. La musique joue l'Internationale.

Pendant toute la fête, des vues photographiques et cinématographiques ont été prises.

Un drapeau rouge fut donné par les délégués du Congrès de la Jeunesse aux sociétés sportives d'un quartier de Moscou.

Ensuite la parole fut donnée au représentant du Comité Central de la Jeunesse Communiste de Russie Tchatchkine.

La fête dura jusqu'à 7 heures du soir. Après quoi les délégués et la Jeunesse se dispersèrent.

Les uns derrière les autres, les tramways et les automobiles couraient vers les quartiers de Moscou. Partout on entend l'Internationale.

Dans la ville, les clubs et les comités de quartiers de la Jeunesse communiste sont décorés de verdure, d'étendards et de placards.

Les séances solennelles de la Jeunesse communiste furent tenues en présence de la Jeunesse ouvrière. Les salles sont bondées. La Jeunesse accueille par une tempête d'applaudissements les hôtes étrangers. Leurs discours sont interrompus par des cris de „hourra!“ Ces séances se prolongèrent jusqu'à une heure avancée de la nuit. La fête porta un caractère particulièrement brillant dans les quartiers de Presnia et de Khamovniki. Un concert très intéressant avec ballet fut organisé, ne le cédant en rien aux représentations des artistes professionnels.

Ensuite la Jeunesse accompagna ses hôtes à l'hôtel „Dresde“. Sur la route, furent donnés des feux d'artifice et des effets de lumière.

Devant l'hôtel „Dresde“ la Jeunesse de tous les quartiers rassemblées fit aux délégués une brillante ovation. Ces derniers répondirent par des discours.

Enfin part dans la nuit la Jeunesse en chantant des hymnes révolutionnaires se dispersant.

L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

Septième séance — 10 juillet 1921.

Discours du cam. **Lozovski.**

La question des rapports entre l'Internationale Syndicale et l'Internationale Communiste est la question centrale de notre Congrès. Cela appert du caractère des débats et de la quantité de littérature qui a été éditée sur cette question. Examinons les principaux documents.

A la conférence internationale des syndicalistes qui a eu lieu à Berlin en décembre 1920, avait été adoptée une résolution comportant six paragraphes que quelques-uns de nos camarades appellent "les six commandements de l'évangile syndicaliste". Après analyse de cette résolution, nous voyons que les syndicalistes font un pas en avant, mais se trouvent jusqu'à présent entièrement au pouvoir des vieux préjugés. Dans le premier paragraphe, ils parlent de la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir — voilà un pas en avant, mais dans le troisième paragraphe ils répètent les paroles désuètes sur la lutte économique. Ils ne font pas de différence entre économique et politique. Est-ce donc que la protestation du prolétariat contre la mobilisation est un acte économique? Or les syndicalistes sont partisans de semblables démonstrations. Le paragraphe le plus curieux est le cinquième, où il est parlé de l'éventualité d'une action commune dans le cas où une organisation politique quelconque se déciderait à une action révolutionnaire. Si de telles organisations révolutionnaires existent, alors pourquoi ne pas entrer en contact avec elles dès maintenant? Pendant que les syndicalistes se perdent dans toutes ces subtilités concernant les organisations économiques et politiques, la bourgeoisie resserre ses rangs et, profitant de notre segmentation, garde le pouvoir.

Se plaçant au même point de vue, l'orateur critique la déclaration du Comité Central des syndicalistes révolutionnaires: c'est la même opposition des syndicats aux partis politiques. Il critique l'article de Verdier dans "l'Humanité" du 27 juin, où il est dit que de par son mandat la délégation française n'a pas le droit d'adhérer aux résolutions de notre Congrès, mais qu'elle doit préalablement les soumettre à la ratification des organisations françaises. L'orateur voit dans ce fait, si toutefois il est conforme à la réalité, un manque de confiance non seulement à l'égard du Congrès, mais à l'égard encore de la délégation française elle-même.

Passant à la question de l'indépendance du mouvement syndical, Lozovski admet qu'on peut tenir compte des particuliari-

tés de chaque pays, mais se refuse à reconnaître cette indépendance comme l'idéal auquel doit tendre le mouvement syndical. Notre idéal est, tout au contraire, la création d'une organisation révolutionnaire unique qui concentrera en soi toute l'énergie de la classe ouvrière et luttera sur tous les fronts contre l'ennemi serré des troupes bourgeoises.

Boisson (France): La neutralité du syndicalisme par rapport aux partis politiques est quelque chose de plus qu'un simple manque de confiance manifesté aux méthodes de la lutte électorale et du parlementarisme. Le neutralisme exprime l'idée que le syndicalisme se développe dans un plan tout différent du plan de développement du parti politique. Le syndicat est une union fondée sur l'unité des intérêts. Tout au contraire, le fondement d'un parti politique est le mélange des intérêts; il groupe ouvriers et patrons, et c'est pourquoi il est inapte à mener une lutte conséquente. Nous sommes partisans de la révision du programme d'Amiens, mais nous désirons le conserver pour base, parce qu'il a une valeur durable; il nous faut y introduire un paragraphe relatif à la prise du pouvoir par les syndicats.

Murphy (Angleterre): répond aux déclarations des partisans de l'indépendance qui disent que les organisations syndicales sont en contact plus étroit avec les masses que les partis politiques; il estime que la peur du réformisme politique manifestée par les syndicalistes n'est pas fondée, car les organisations politiques aussi bien que les organisations économiques de la classe ouvrière surgissent d'un seul et même terrain et sont soutenues par les mêmes influences.

Froelich (Allemagne, Syndicat Général Ouvrier): L'Internationale Rouge des Syndicats doit lutter contre tous les partis parlementaires. Groelich s'exprime en faveur de l'union en un même bloc des avant-gardes révolutionnaires prolétariennes de tous les pays en une organisation politique indépendante d'un caractère communiste exclusivement prolétarien et pour l'affiliation indispensable de ces organisations politiques en une Internationale Communiste avec des buts identiques à ceux de l'Internationale des Syndicats Rouges.

Williams (Amérique I. W. W.): la révolution doit avoir un caractère purement économique, tandis que l'Internationale Communiste tend à une révolution essentiellement politique. Les ouvriers eux-mêmes, représentés par leurs syndicats, peuvent seuls et doivent assumer la direction de la révolution. Je ne veux certes pas ravalier les services rendus par

l'activité révolutionnaire politique des communistes et l'importance de tout ce qu'ils ont fait en Russie. Les rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale doivent être basés sur le principe de la représentation mutuelle, mais l'Internationale Communiste ne doit pas prétendre à la direction idéologique de l'Internationale Syndicale.

Résolution sur la question des rapports entre l'Internationale Rouge des Syndicats et l'Internationale Communiste.

(Rapporteurs: Rosmer et Tom Mann).

Attendu que la lutte entre le travail et le capital a pris dans tous les pays capitalistes, par suite de la guerre mondiale, un caractère d'acuité, d'acharnement et de décision extrêmes;

Qu'au cours de cette lutte aux yeux des masses ouvrières apparaît chaque jour avec une évidence plus grande l'absolue nécessité qu'il y a à enlever à la bourgeoisie la direction de la production et par conséquent aussi le pouvoir politique;

Qu'un tel résultat ne peut être atteint que par l'avènement, de la dictature prolétarienne et du régime communiste;

Que dans la lutte pour la conservation de la dictature toutes les couches dirigeantes du capitalisme sont arrivées à un haut degré de concentration et de cohésion de leurs organisations nationales et internationales, aussi bien politiques qu'économiques, et opposent à l'assaut du prolétariat les rangs serrés de la bourgeoisie, prête à l'offensive comme à la défensive;

Que la logique actuelle de la lutte des classes exige des forces prolétariennes un maximum de cohésion et une suite de luttes révolutionnaires, ce qui revient à dire la nécessité d'un contact étroit et d'une liaison organique entre les diverses formes du mouvement ouvrier révolutionnaire et, au premier chef, entre la IIIème Internationale et l'Internationale syndicale et, dans les divers pays, entre les partis communistes et les syndicats rouges;

Le Congrès décide:

1) De prendre toutes les mesures pour réunir de la façon la plus intime les syndicats révolutionnaires en une même organisation de combat sous une même direction internationale, avec un même centre, l'Internationale des Syndicats Rouges.

2) D'instituer la liaison la plus étroite avec l'Internationale Communiste, avant-garde du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial, par le moyen d'une représentation réciproque dans les organismes directeurs de l'une et de l'autre Internationale, aussi bien que de conférences communes, etc...

3) Que cette liaison devra porter un caractère organique et administratif et se manifester dans une préparation et dans un accomplissement simultanés des actions révolutionnaires sur une échelle aussi bien nationale qu'internationale.

4) Le Congrès appuie surtout sur la nécessité de l'unité des organisations syndicales révolutionnaires et de l'établissement d'une liaison réelle et étroite entre les syndicats rouges et les partis communistes dans la réalisation des directives des deux Congrès.

Les conciliateurs à l'œuvre.

Les opportunistes d'Allemagne ont déclaré récemment qu'ils ne peuvent pas renoncer à la coalition avec la bourgeoisie. C'est pourquoi ils ne trouvent pas de langue commune entre eux et les Indépendants.

Les opportunistes d'Italie ont posé la question bien plus simplement. Modigliani et Turatti se sont entendus avec Mussolini pour opérer à la fois le désarmement des socialistes et des fascistes et pour ne plus se combattre qu'en observant les règles de la tolérance et du respect mutuels. Il a été décidé de constituer dans toutes les provinces des commissions de fascistes et de socialistes pour surveiller le désarmement, faire des enquêtes et liquider tous les conflits pouvant surgir, et surtout pour livrer les coupables aux autorités.

Ainsi des gens qui se nomment socialistes livreront à la police et feront enfermer les communistes. Voilà comment les Turattiens et les fascistes ont trouvé une langue commune. Le loup fasciste leur a dit: "Oublions le passé, entendons-nous, dorénavant je ne toucherai plus ton troupeau, et même je suis prêt à me battre pour lui contre les miens".

Des gens qui se nomment socialistes ont immédiatement conclu cet accord, car la langue des loups leurs est apparue comme familière.

Certes, les fascistes d'Italie ont lieu de se réjouir, poussant le cri de guerre "Avanti Savoia", à cheval sur les ânes socialistes. Et ces derniers se figurent que ce cri est poussé non pas en l'honneur du roi, mais en l'honneur de l'Avanti" de Serrati.

Heureusement la classe ouvrière italienne sait comprendre les choses et dira sans doute bientôt: "Je sais ce que vous valez, et je n'ai coutume de faire la paix avec les loups qu'après les avoir écorchés". Elle fera justice des deux parties contractantes qui se sont si bien entendues dans la langue socialo-bourgeoise.

La lutte pour l'enseignement en Allemagne.

par Edwin Hörnle.

Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne n'a eu jusqu'ici que très peu de loisir pour s'occuper des questions d'enseignement et d'éducation. Ce n'est pas qu'il ne se soit rendu compte de la grande importance de la lutte pour l'enseignement, mais il avait jusqu'à présent des devoirs encore plus grands, encore plus pressants. Mais maintenant qu'il est devenu un grand parti révolutionnaire de masses à qui il incombe d'entrer en lutte sur tous les terrains où les prolétaires avaient été jusqu'ici pressurés et exploités par les dirigeants, le Parti entre en lutte décidément pour la conquête de l'enseignement et la destruction de la réactionnaire bureaucratie scolaire, pour la création d'un nouveau régime révolutionnaire d'éducation, et donne à toutes ces questions une place importante parmi ses autres tâches.

La révolution allemande nous a montré que dans les pays de haut capitalisme la conquête du pouvoir par le prolétariat n'est ni simple, ni rectiligne, mais qu'au contraire elle exige un processus très long et très compliqué pendant lequel il s'agit non seulement d'attaquer et d'observer la citadelle de l'ennemi, mais en même temps de miner et de faire sauter ses forts extérieurs. Et l'un de ces forts extérieurs de la forteresse capitaliste est l'enseignement d'Etat.

Dès le mois de décembre 1920, au Congrès du Parti le V. K. P. D. a élaboré des thèses pour servir de principes à l'activité des Conseils de parents communistes à l'égard des écoles du peuple. Quelques semaines auparavant les instituteurs communistes à l'occasion de la fondation du Libre Syndicat des Instituteurs Allemands (F.L.G.D.) à Gotha s'étaient réunis en une fraction et avaient élaboré une ligne de directives pour la lutte pour l'enseignement. En outre, le

Parti a formé une commission ayant pour but l'élaboration d'un programme d'enseignement communiste.

Avant même le Parti, la jeunesse communiste avait entrepris la lutte pour l'enseignement. Dès la première année de la révolution allemande une vive agitation fut menée dans les écoles de métiers avec des revendications politiques et scolaires concrètes, telles que: suppression des classes du soir, paiement des heures de classe, suppression des punitions, reconnaissance des Conseils d'écoliers. A Berlin et dans quelques autres endroits de grandes et opiniâtres grèves se produisirent parmi les élèves des écoles de métiers. Il y a environ un an l'organisation des jeunes communistes a publié le projet d'un programme communiste d'enseignement et l'a répandu en plusieurs milliers d'exemplaires. En décembre 1920 elle a résolu la fondation de groupes communistes d'enfants par toute l'Allemagne. Ces groupes communistes d'enfants ont depuis lors reçu un développement rapide et ont déjà eu à mener dans beaucoup d'écoles des luttes ardues pour la défense de intérêts des enfants prolétaires contre la réactionnaire bureaucratie des écoles. Un journal international pour les enfants, "Le jeune camarade" est le porte-paroles des enfants dans cette lutte. Les chefs de ces groupes d'enfants possèdent aussi une revue mensuelle: "L'enfant prolétarien".

Par ces trois faits: par l'organisation et la mobilisation du personnel enseignant révolutionnaire dans les rangs de la F. L. G. D. et de sa fraction communiste, par l'organisation et la mobilisation des parents révolutionnaires dans les fractions communistes des Conseils des parents et aussi par l'organisation et la mobilisation des enfants du prolétariat sous la con-

duite communiste dans les groupes communistes d'enfants, la lutte pour la conquête des écoles en Allemagne est entrée dans une période de grande intensité.

Ce qu'on appelle les écoles communales ou écoles du peuple, c'est-à-dire les écoles pour les pauvres gens, sont actuellement plus que jamais une pépinière de contre-révolution et d'une haine forcenée du bolchévisme. La république démocratique n'a introduit dans le régime de l'enseignement aucun changement essentiel, pas même d'ordre formel. De "l'unité d'enseignement" qu'on avait réclamée si instamment, il n'y a aucune trace. Les social-démocrates, les démocrates et le centre tombèrent d'accord à Weimar sur un compromis d'après lequel l'enseignement primaire serait uniforme pour toutes les classes de la société, mais pour que la riche bourgeoisie puisse passer outre à cette ordonnance, les écoles privées étaient autorisées comme par le passé. L'enseignement religieux dans les écoles subsista également. Les parents libre-penseurs ont le droit de dispenser leurs enfants des leçons de catéchisme.

En somme presque rien n'a changé. Si l'on laisse fonder sans rien dire quelques écoles sans instruction religieuse appelées "écoles laïques", ce est là qu'un piège qu'on dresse au prolétariat des grandes villes. "Timeo danaos et dona ferentes." La pratique a montré que ce cadeau de la bourgeoisie est un cadeau de danaos. Les écoles laïques fonctionnent exactement comme des camps de concentration dans lesquels les enfants du prolétariat révolutionnaire, qui sont les premiers à lutter contre l'enseignement du catéchisme, sont soigneusement et attentivement triés, rassemblés et séparés des autres. La bureaucratie réactionnaire des écoles en tire trois sortes de profits: premièrement elle n'a plus à craindre l'infection des autres enfants par les idées révolutionnaires qui pourraient propager parmi eux les enfants des communistes. Ensuite elle est délivrée de l'influence des conseils des parents com-

munistes; et enfin elle se débarrasse du personnel enseignant révolutionnaire qui naturellement, en ayant assez des écoles à calotins, se concentre de préférence dans les écoles laïques. De cette façon, par la cession d'à peu près une douzaine d'écoles laïques à l'influence de l'esprit révolutionnaire, la bourgeoisie est en mesure dans une ville comme Berlin de sauvegarder de cette influence la plupart des écoles qui restent. Mais nous autres communistes nous ne nous laisserons pas prendre à cette glue; nous consacrerons toutes nos forces pour faire fermenter le levain révolutionnaire là où se trouvent les enfants et les parents prolétaires, c'est-à-dire, maintenant comme auparavant, dans les écoles communales ou écoles du peuple confessionnelles.

L'institution de l'enseignement unifié pour les trois premières années n'a déterminé pour ainsi dire aucun changement: comme par le passé une différence extrême subsiste entre l'enseignement communal et populaire, l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur. L'immense majorité des enfants du prolétariat reste comme par le passé en dehors des cadres de l'enseignement moyen et supérieur. Comme par le passé ils reçoivent dans des salles de classe trop petites pour le nombre des élèves un enseignement très insuffisant donné par un personnel enseignant trop peu préparé et trop peu payé. Le budget des écoles d'enseignement moyen et supérieur surpasse de beaucoup celui des écoles communales, tandis que considérant le nombre des élèves, c'est l'inverse qui au contraire devrait avoir lieu. C'est pourquoi notre lutte pour l'enseignement doit être en attendant en première ligne une lutte pour la conquête des écoles communales.

Le régime intérieur de l'école communale est encore gouverné entièrement par l'esprit de l'enseignement des temps de Guillaume. Un programme d'enseignement rigide exige des professeurs et des écoliers l'accomplissement mécanique d'une

A L'ETRANGER.

France.

Londres, 8 juillet. — Briand a déclaré à la Commission Parlementaire pour les Affaires Extérieures que les troupes françaises de Constantinople ne prendront part à aucune opération militaire et conserveront la neutralité greco-turque.

Paris, 10 juillet. — (Radio) de Zifferer, Correspondant parisien du „Correspondenz-bureau“ de Vienne.) D'après les journaux parisiens le député socialiste Paul Boncour avait l'intention dans une interpellation de demander au Gouvernement qu'il défende aux représentants diplomatiques ainsi qu'aux fonctionnaires supérieurs de toutes les administrations publiques de prendre n'importe quelle part aux entreprises industrielles ou financières. Le président du conseil Briand déclara au cours d'une conversation qu'il eut hier avec Paul Boncour à la Chambre que dans la quinzaine une circulaire serait adressée à tous les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères leur demandant de choisir entre leur position officielle et leur emploi éventuel dans une entreprise financière ou industrielle. Paul Boncour aurait répondu qu'il renonçait à faire l'interpellation. Les journaux croient savoir que des mesures semblables seront prises dans les autres ministères, notamment dans ceux des finances, des colonies et des travaux publics.

Paris, 11 juillet. (Radio de Zifferer, correspondant parisien du „Correspondenz-bureau“ à Vienne.) Le „Matin“ apprend que l'opposition aurait l'intention de mettre le gouvernement en minorité lors de la séance de la Chambre de demain, quand les crédits pour le Levant seront discutés, profitant du fait qu'un grand nombre de députés, — on dit 81 — qui votent pour le gouvernement, sont partis en vacances. Pourtant, le journal assure que cette tentative échouera complètement.

Angleterre.

Londres, 10 juillet. — Dans sa séance d'hier la Chambre des Communes a proposé au gouvernement une série de questions sur les arrestations de Constantinople. Les représentants du Cabinet ont répliqué qu'ils n'ont encore aucune donnée sur ce fait et ils ne peuvent fournir aucun compte rendu détaillé.

Le Ministère des Affaires Etrangères dit qu'il ne faut pas accorder aux arrestations en question du signification politique. Il y voit seulement une mesure indispensable de police: „Harrington a

eu raison d'agir ainsi pour déjouer un complot fomenté dans la ville“.

D'autres questions ont été posées au gouvernement sur l'envoi d'une déléation britannique à Moscou et sur les résultats du commerce avec la Russie depuis la signature du traité. Le secrétaire d'Etat pour le commerce extérieur a répondu que la mission britannique partirait pour la Russie au milieu du mois prochain. La valeur des marchandises anglaises expédiées en Russie pendant les 4 mois mars-juin, s'élève en chiffre rond à 151 mille livres sterling. Dans ce chiffre ne sont pas comprises les marchandises expédiées en transit par la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie.

Il a été demandé au sous-secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères si la note de protestation du gouvernement russe compte les secours accordés par la Ligue des Nations aux troupes anti-soviétistes encore sous les armes avait été reçue et à quelle réponse avait été faite. Le sous-secrétaire a répondu: „Il a été reçu de Tchitcherine une note exprimant l'espoir que le gouvernement britannique n'encouragerait pas la formation de troupes hostiles au gouvernement soviétiste. Ce dernier sait fort bien que le gouvernement britannique n'a aucunement l'intention d'encourager la formation de ces troupes et aucune réponse n'a été adressée à cette note.“

A une question concernant la reconnaissance de la république extrême-orientale, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères a répondu: „Le gouvernement britannique n'a pas conscience dans la stabilité de la république extrême-orientale, et comme les intérêts britanniques immédiats dans ces territoires ne sont pas grands, il n'a pas l'intention de reconnaître actuellement cette république.“

Quant à la situation générale dans le Levant, la presse anglaise occupe une attitude expectative, en prévision du passage possible des kémalistes dans la zone neutre de Constantinople. D'après le correspondant diplomatique du „Daily Telegraph“ cette violation de frontière ne peut guère se produire aujourd'hui car une conférence préliminaire doit se tenir entre Mustapha-Kemal et le commandant en chef anglais à Constantinople. L'Angleterre est inébranlablement décidée à assurer la liberté des détroits. Dans son article de tête, le même journal écrit: „L'Angleterre ne peut permettre que Constantinople appartienne à une puissance seulement, et moins encore à une puissance en relations intimes avec nos ennemis, qui attentent à nos intérêts en Asie. Cela équivaudrait à voir apparaître sur le Bosphore une nouvelle Russie, la Russie de Lénine et de Trotski, plus dangereuse encore pour la paix et pour l'ordre que la Russie tsariste. Ce serait

une défaite et une humiliation qui aurait les plus fatales conséquences, pour toute l'Asie et qui apporterait des complications et des troubles nouveaux dans les Balkans et les pays Danubiens“.

Horsea, 11 juillet. (Radio). — On s'attend à ce que déjà dans le courant de la semaine les représentants de tous les partis intéressés au rétablissement de la paix en Irlande se rencontrent à Londres. On pense qu'Arthur Griffith accompagnera De Valera à Londres. Le „Daily Chronicle“ dit qu'une rencontre préliminaire aura lieu dans un jour ou deux et on croit que les membres du cabinet britannique se rencontreront d'abord séparément avec les représentants de l'Irlande septentrionale et de l'Irlande méridionale. Les journaux annoncent que l'armistice a été signé par Michel Collins, le commandant en chef de „l'armée républicaine irlandaise“. Dès que l'armistice fut signé de la part du gouvernement britannique par le général Macready, cessa le recrutement de la police militaire en Irlande, et des forces de la Royal Irish Constabulary qui devaient partir pour l'Irlande hier, ont été retenues en Angleterre. Dans la plupart des églises de Dublin, du sud et de l'ouest de l'Irlande on parla de l'armistice et des appels furent lancés aux deux côtés, les adjurant de s'abstenir d'actions provocatrices. Le „Times“ apprend de Berlin que, d'après l'opinion générale, De Valera et les autres chefs responsables du mouvement républicain parviendront à faire respecter l'armistice par tous les sinn-feiners, quoiqu'il soit possible que des actes de violence réparés continueront à se produire. — L'emploi du mot „hostilités“ dans la proclamation du gouvernement britannique donne lieu à croire que l'armée républicaine est reconnue comme belligérante et cette reconnaissance doit avoir des conséquences importantes si les négociations n'aboutissent pas et si la guerre recommence. De l'autre côté elle rend l'armée républicaine responsable de la stricte observation de l'armistice, comme le demande de l'usage de guerre parmi des nations civilisées.

Horsea, 11 juillet. (Radio). — La proposition du président Harding de convoquer une conférence sur le problème du Pacifique et sur la question d'une limitation d'armements a été généralement approuvée en Angleterre. Harding propose que la Grande Bretagne, la France, l'Italie et le Japon doivent participer à une conférence qui aura lieu à Washington pour une discussion de la question d'une limitation des armements. Si cette proposition est trouvée acceptable, des invitations formelles seront lancées. Il est évident que cette question est étroitement liée avec les problèmes du Pacifique et de l'Extrême-Orient. Harding propose que les puissances spécialement intéressées dans ces problèmes considèrent à la con-

férence toutes les influences qui pourraient être exercées pour arriver à leur solution, en vue d'arriver à un accord mutuel sur les principes de leur politique en Extrême-Orient. La proposition de Harding fut remise hier à Lloyd-George dans sa maison de campagne, personnellement par l'ambassadeur des Etats-Unis, et on s'attend à ce qu'aujourd'hui, à la Chambre des Communes, le premier ministre fasse une déclaration approuvant cette invitation.

Horsea 11 juillet. (Radio). — Le leader des cheminots anglais Thomas, dans un discours prononcé hier, a déclaré que la décision des cheminots disant que dans l'intérêt de la nation la paix était essentielle dans l'industrie n'avait pas été prise parce qu'ils redoutaient la lutte, mais parce qu'ils voulaient contribuer directement aux meilleurs intérêts de la nation. Il exprima l'espoir que les ouvriers d'autres industries suivraient cet exemple.

Allemagne.

L'adjoint du représentant du gouvernement allemand auprès du gouvernement russe a répondu au Commissaire du Peuple pour les Affaires Etrangères, au sujet de l'expulsion de Bavière de Krestinski, que la protestation du gouvernement russe a été portée à la connaissance du gouvernement allemand. Il a exprimé l'assurance que l'enquête commencée conduirait à une solution satisfaisante.

Pologne.

Le journal „La Voix de Varsovie“ du 10 juillet, dans son article de tête intitulé: „Les relations russo-polonaises, écrit: „L'attitude des émigrés russes en Pologne fait l'objet d'une note de Tchitcherine. Nous avons déjà indiqué que l'activité des politiciens étrangers entrave non seulement le travail d'organisation intérieure de la Russie, mais suscite encore fréquemment des complications internationales. Il semble que le groupe de la „liberté“ devrait comprendre que son activité nuit non seulement au peuple russe, mais aussi à la Pologne, qui s'efforce par tous les moyens de conserver la paix. Toute cette émigration fait une campagne furieuse contre la paix de Riga. Les ennemis de l'indépendance polonaise agissent par des voies différentes: les uns marchent à découvert, les autres reconnaissent en paroles cette indépendance et en réalité déclarent aux monarchistes qu'ils se trouveront une langue commune avec les „hommes de réalisations“. Le peuple polonais saura apprécier les uns comme les autres. Une bande d'aventuriers ne réussira pas à faire obstacle entre deux grands peuples, de quelque pavillon qu'elle se couvre. Notre réponse sera

tâche déterminée dans un temps déterminé. Aucune place n'est laissée pour le libre exercice de l'esprit créateur ni du personnel enseignant, ni des enfants. Verbalisme creux ou exercice mécanique militarisé—voilà toute la méthode. Casure des volontés—voilà tout le principe éthique. L'enfant n'a qu'à emmagasiner, combiner et reproduire. Pour les deux côtés, professeurs et enfants, l'école présente le même martyre. L'enfant tâche de se dérober à la menace de l'anti-naturelle férule à laquelle le pédagogue qui n'a qu'elle comme moyen de persuasion a souvent recours. La verge joue dans l'école communale allemande un rôle très important. L'enfant considère son professeur comme son ennemi et celui-ci le lui rend bien, car il ne voit dans son élève que de la malice. Mais la bourgeoisie aime bien ce système: on empêche ainsi le développement des libres individualités, on élève ainsi les esclaves les plus dociles.

Le byzantinisme même n'est pas encore chassé des écoles. Les ministres de l'instruction publique des gouvernements social-démocratiques, comme Henisch en Prusse, Heymann au Wurtemberg et d'autres encore, qui sont à ce poste depuis des années déjà, n'ont pas encore osé enlever l'image du Kaiser dans les salles et les classes des écoles; inutile de dire que les légendaires histoires de princes et de monarques continuent à figurer dans les livres de lecture et les livres d'histoire. Quelques démonstrations bruyamment mises en scène par des sociétés nationalistes de gymnastique firent se retirer dans son trou de rat le valeureux républicain Henisch.

Toutes les universités et les écoles supérieures techniques sont des pépinières d'esprit non seulement bourgeois, mais mais encore nationaliste, pangermaniste. Ce sont des étudiants et des lycéens qui forment le noyau troupes de l'Orgesch et de l'Einwohnerwehr. Le nombre des étudiants communistes est, pour ainsi dire, égal à zéro. Une tentative faite pour influer sûr voué à l'échec. Seules quelques

individualités fortes poussées envers et contre tous au travers des cadres de l'enseignement pourront venir à nous. Il se peut qu'il soit possible cependant, faute de mieux, de neutraliser une petite fraction des étudiants et des élèves des écoles supérieures. Dans ce but les groupes d'étudiants communistes, si petits soient-ils, ont déjà entrepris de temps à autre des assemblées publiques pour les intellectuels. En outre ils prennent part aux élections dans les cercles et les comités.

La situation économique du personnel enseignant aussi bien des écoles élémentaires que des écoles supérieures est très insuffisante et continue à empirer de jour en jour. Cela est vrai non seulement pour des cas particuliers, mais pour la majorité: il y a des centaines de professeurs avec préparation universitaire qui dans la seule ville de Berlin pour être en mesure de pourvoir à leurs besoins propres et à ceux de leurs familles, sont obligés de chercher toute sorte de travaux supplémentaires soit comme commis aux écritures, soit comme caissiers dans quelque café chantant, soit comme marchands ambulants, soit comme commissionnaires. C'est surtout le jeune personnel enseignant qui se trouve dans une situation critique. Et malgré tout cela la propagande révolutionnaire parmi les pédagogues rencontre les plus grandes difficultés. La masse du personnel enseignant provient de familles petites-bourgeoises et paysannes. Parmi les instituteurs des écoles communales, c'est la stérile et caustique éducation des séminaires qui fait qu'ils n'ont aucun contact avec le prolétariat révolutionnaire et les grands problèmes de l'actualité. Une formation d'esprit insuffisante et scolastique fait qu'ils se complaisent dans les ténèbres et l'Union jaune des instituteurs allemands, qui possède un appareil puissant et bien organisé, les prend sous sa tutelle dès leur entrée dans la vie pratique et leur impose ses fétiches réactionnaires. Des organisations d'assistance mutuelle, des bibliothèques contribuent à les y sou-

mettre. La fondation en automne 1920 du syndicat libre des instituteurs allemands par le personnel enseignant révolutionnaire se produisit à la suite de la conviction qu'il serait impossible de révolutionner l'Union des instituteurs allemands. Toutefois un certain délabrement se fait sentir actuellement dans ses rangs. L'extrême-droite s'en est détachée. Pour la propagande communiste ce sont surtout les jeunes instituteurs et les élèves des écoles normales qui sont à considérer.

A quel point la bureaucratie pédagogique a peur de l'influence des quelques instituteurs communistes, on peut le voir par ce fait qu'au cours des derniers mois, non seulement en Bavière, mais aussi en Turinge et dans le bassin du Rhin on s'est livré sur la personne des instituteurs communistes à de brutales voies de faits.

La lutte livrée par le prolétariat révolutionnaire allemand pour la conquête des écoles et la ruine de la bureaucratie réactionnaire de l'enseignement n'est que dans son commencement, mais elle fait de rapides progrès. Naturellement le problème ne pourra recevoir de solution satisfaisante qu'après la conquête du pouvoir politique et la prise du pouvoir par la dictature du prolétariat. Mais le Parti Communiste se rend très bien compte que malgré tout, dès maintenant, par la propagande révolutionnaire parmi le personnel enseignant, les parents et les enfants, et par la création de nouvelles formes d'organisation, des conseils de parents et d'élèves, doit être préparé l'accomplissement victorieux de la révolution communiste dans le régime de l'enseignement. Les chefs des groupes communistes d'enfants rendront plus tard sans aucun doute des services précieux à la cause du communisme en contribuant à l'édification de l'enseignement communiste et à la lutte contre le sabotage des masses réactionnaires du professorat. Dès maintenant nous préparons dans les groupes commu-

nistes d'enfants un cadre de pédagogues ouvriers révolutionnaires.

Les conseils de parents doivent actuellement appuyer de façon particulière sur la nécessité de rendre l'enseignement public et de donner aux parents une part dans la direction des écoles, surtout en ce qui concerne le choix des professeurs, le programme de l'enseignement, l'alimentation des élèves, etc. Déjà les nouveaux conseils des parents ont déterminé quelques grèves d'écoliers,

Les groupes communistes des enfants luttent avant tout contre le nationalisme et le cléricalisme de l'enseignement et naturellement aussi contre les punitions corporelles et pour la reconnaissance des conseils d'écoliers. Les réactionnaires la trouvent mauvaise. Pour s'en rendre compte, il suffit de consulter la presse social-démocratique et bourgeoise: c'est un tolle général contre l'action communiste parmi les enfants; d'autre part nous voyons que l'organe communiste pour la propagande parmi les écoliers bavarois a été suspendu, et son rédacteur responsable mis en accusation. Mais nos jeunes camarades ne se laissent intimider ni par la férule de leurs pédagogues réactionnaires, ni par les ignobles menées de la police qui disperse leurs démonstrations les armes à la main. Ils donnent fort à faire à la bureaucratie réactionnaire des écoles. Ce sont bien plutôt les enfants qui entraînent leurs parents dans le mouvement et non le contraire.

Cette lutte pour l'enseignement amène aussi bien les enfants qu'un grand nombre de parents prolétaires dans les grands problèmes de la lutte pour le pouvoir politique. De cette façon ce combat partiel contribue à la lutte totale et le petit ruisseau, d'apparence si modeste, de la lutte pour l'enseignement communiste vient affluer dans le grand fleuve du mouvement révolutionnaire des masses.

„Bas les mains devant la paix et l'amitié entre les peuples polonais et russe!“

Malgré la situation financière extrêmement difficile et la chute inouïe du mark polonais, le gouvernement a demandé à la Diète d'approuver une nouvelle émission de 20 milliards de marks. La Diète a ratifié le projet de loi et a chargé le ministre des Finances d'agir à sa guise pour le contrôle des opérations de change étranger.

Finlande.

Le Conseil d'Etat de Finlande a décidé de former une délégation commerciale permanente en Russie, qui sera composée de commerçants et de représentants du Conseil d'Etat. Les membres et le président seront nommés par ce dernier.

Pays Baltiques.

Le „Social-Démocrate“, dans un article intitulé „La politique de coalition“ prédit la faillite inévitable du gouvernement letton actuel. Avec les socialistes gouvernementaux, qui ont derrière eux encore moins de partisans que n'en avait l'ancien parti, la bourgeoisie ne se gênera pas longtemps. Elle le considère comme une valeur numérique au Parlement, et non comme une force réelle dans le pays. C'est pourquoi leur politique consiste à faire plus de concession à la bourgeoisie que cette dernière ne leur en fait. Ils repoussent ainsi la classe ouvrière du socialisme, ils brisent les forces du prolétariat, ils assombrissent sa conscience de classe et ils le rendent incapable de s'emparer du pouvoir.

„Le Social-Démocrate“ annonce que le parti social-démocrate letton a reçu du secrétaire du Labour Party Henderson une invitation écrite à participer à une prochaine conférence internationale qui comprendra les délégués de tous les partis socialistes. La but est de fonder une nouvelle Internationale embrassant tous les partis afin d'éviter à l'avenir les scissions. A la Conférence est invité également le Comité Exécutif de l'Internationale de Vienne. Henderson se réfère dans sa lettre à la résolution du Congrès de Brighton dans laquelle le Labour Party déclare: „Le Congrès désire entrer en relations avec les Comités Exécutifs des Internationales deux et deux et demie pour préparer l'union et prévenir désormais les scissions.“

Le „Latvias Sargs“ et le „Latvias Kairivis“ font l'un et l'autre, évidemment sous une inspiration commune, une agitation en faveur de la triple entente entre l'Esthonie, la Lithuanie et la Lettonie. Le premier souligne que cette alliance doit être conclue sans retard pour ne pas être pris au dépourvu. Le second propose d'y faire adhérer la Finlande.

Pays Scandinaves.

Christiana, 8 juillet. — Aujourd'hui le tribunal a jugé l'accusation portée contre le président du parti ouvrier norvégien Kirro-Grepp, le matelot Torsen, le chauffeur Peson et l'étudiant Nilsen pour introduction et expédition illégales de littérature russe. Grepp a été condamné à une amende de 1.000 couronnes, Persen acquitté, Torsen et Nilsen condamnés à une amende de 100 couronnes. Le tribunal a déclaré légale l'interdiction portée par le gouvernement contre l'introduction et l'expédition de littérature russe. Les condamnés ont fait appel.

En Suède s'est formée une organisation bourgeoise dite de „secours social“, qui a pour but principalement de combattre les grèves. La direction de cette société est composée d'officiers, de bureaucrates et de capitalistes. Le „Social-Démocrate“ attaque violemment la nouvelle organisation et cite des résolutions, par exemple du syndicat des cordonniers de Erebru, invitant les ouvriers à constituer une organisation de défense sous le nom de „secours ouvrier“.

Indes.

A Daryar, province de Bombay, des désordres ont éclaté à la suite d'une manifestation contre l'arrestation des „volontaires du califat“. Deux révolutionnaires furent tués et plusieurs blessés. A Calcutta des événements analogues se sont produits par suite de la traduction devant les tribunaux de quelques „volontaires du califat“. On annonce de Madras qu'après une manifestation de 10.000 ouvriers en grève de l'industrie textile plusieurs maisons ont été incendiées. On annonce de Lueknaw que des incendiaires ont anéanti plus de 100.000 hectares de plantations de caoutchouc.

DECLARATION.

Plusieurs camarades ont compris le passage de mon discours concernant la Confédération du Travail d'Italie dans le sens que les pourparlers entre Oudeguest et l'organe Exécutif de la Confédération du Travail d'Italie ont eu lieu à la fin du juin de 1921. Ce n'est pas juste. Ce qui m'intéressait dans cet exemple est une illustration de l'impossibilité du neutralisme, il prouve que chaque organisation est obligée de faire son choix entre la IIIème Internationale Communiste et la IIème avec son édition syndical d'Amsterdam. L'échange de vues et les pourparlers avaient eu lieu à la fin du juin de 1920. Après l'accord de juillet 1920 entre la Confédération du Travail d'Italie et les syndicats russes au sujet de la création du Conseil International Provisoire des Syndicats, un certain refroidissement survint entre les deux parties contractantes. La participation de la Confédération du travail d'Italie au Congrès de Londres rapprocha de nouveau la Confédération du Travail d'Italie avec Amsterdam. La scission du parti socialiste d'Italie libéra la Confédération du Travail d'Italie du contrôle sévère des communistes. En avril 1921 le Conseil National de la Confédération du Travail d'Italie s'est adressée à l'Internationale d'Amsterdam pour demander du secours. Les 500.000 livres envoyées par l'Internationale d'Amsterdam à la Confédération du Travail d'Italie témoignent du rapprochement qui se dessine et du désir — non pas du prolétariat italien, mais des chefs de la Confédération du Travail d'Italie — de se laisser la porte de l'Internationale d'Amsterdam ouverte en cas où l'accord avec Moscou n'aurait pas lieu.

Ainsi, malgré les louvoisements entre Moscou et Amsterdam, la Confédération du Travail d'Amsterdam ne peut pas rester neutre entre les deux Internationales, la IIIème et la IIème, car tout le monde sait que l'Internationale Syndicale d'Amsterdam présente dans le domaine syndical ce que la IIème Internationale dans le domaine politique. La devise elle-même „Moscou ou Amsterdam“ n'est pas une devise purement syndicale indépendante de la politique, mais implique la lutte pour ou contre la révolution sociale, pour ou contre la dictature du prolétariat, pour ou contre l'ensemble d'idées qui trouve leur expression dans le programme et les principes essentiels de la IIIème Internationale Communiste. Les ouvriers qui se prononcent, même dans le domaine purement syndical pour Moscou manifestent par là même leur solidarité non pas avec une Internationale Rouge des Syndicats professionnels idéal, mais bien avec notre Internationale des Syndicats Rouge, qui a adopté pour base de son action les principes fondamentaux, préconisés par la IIIème Internationale Communiste. Il en résulte évidemment que le neutralisme n'est qu'une fiction au point politique. Et comme mot d'ordre la neutralité ne peut servir qu'à ceux qui mènent une politique anti-communiste.

A. LOZOVSKI.

Persécution de la presse révolutionnaire en Finlande.

Dans la grande lutte du prolétariat Finlandais révolutionnaire contre la bourgeoisie et les social-démocrates blancs qui dure depuis 1913 presque sans interruption, le combat pour la presse forme un chapitre spécial.

Une fois victorieux grâce à l'aide des social-démocrates, les blancs remirent, à peu d'exceptions près, les imprimeries et les maisons d'édition de la classe ouvrière aux social-traitres comme récompense pour leurs services. Même le principal organe ouvrier d'Helsingfors avec tous ses vastes locaux passa entre les mains des social-démocrates, malgré leur infime minorité et les ouvriers révolutionnaires furent obligés de faire paraître leur organe, l'„Ouvrier Finnois“, dans une autre ville.

Mais la bourgeoisie en outre chercha par une série de procès (80 dans les trois derniers mois seulement) à museler la presse. Les social-traitres l'aiderent activement dans cette tâche par leur sales dénonciations. Excitation à la révolte, discrédit jeté sur les autorités publiques critique de la justice finnoise, etc..., voilà les chefs d'accusation prévus par la loi dite „des socialistes“, qui fut adoptée pendant la terreur blanche en 1918, mais qui est mise en application encore aujourd'hui. On condamnait les rédacteurs des feuilles révolutionnaires non seulement à de grosses amendes, mais à de longues de années prison. La presse jaune de province avec ses poursuites haineuses porte la principale responsabilité de ces condamnations. Mais, malgré tous les

efforts des pouvoirs pour museler la presse révolutionnaire, les journaux supprimés reparaissent sous de nouveaux titres.

Le courage révolutionnaire des ouvriers finlandais ne fut pas abattu pour cela, au contraire ils se rendent compte de plus en plus de l'abîme de mensonge que représente la „démocratie“. La social-démocratie découvre de plus en plus son hypocrisie et sa trahison, et les masses en viennent à cette conviction que la dictature de la bourgeoisie ne peut être renversée que par un combat acharné.

REBELL.

En Tchéco-Slovaquie.

La grève des employés de banque.

A Prague a éclaté une grève des employés des banques tchèques suscitée par le refus des directeurs d'accepter le projet de règlement du travail présenté par les employés.

Les employés des banques allemandes, qui avaient obtenu précédemment satisfaction, se déclarèrent solidaires avec leurs camarades tchèques et refusèrent de faire les opérations de comptes-courants pour les banques tchèques. Les directeurs des banques allemandes ayant protesté, les employés allemands engagèrent aussi la lutte et le nombre des grévistes s'éleva dans l'ensemble à 17.000. Toutes les banques sont fermées.

Dans la première réunion des grévistes, seul le parti communiste fut représenté, et son orateur, Beckmann, sous de violents applaudissements, montra que la grève n'était pas une simple grève économique, mais était un premier combat politique contre le capital financier, le premier symptôme de révolution dans le grand duel entre le Capital et le Travail.

Presque tous les employés de banque de Tchéco-Slovaquie sont organisés en une seule association. La nouvelle que les fonctionnaires du ministère des finances seraient appelés comme briseurs de grève suscite une violente agitation dans les milieux ouvriers.

L'„Orgesch“ en Tchéco-Slovaquie.

Le „Vorwertz“ de Reichenberg a en sa possession les procès-verbaux de fondation d'une „association de la bourgeoisie allemande“. Il résulte clairement de ces documents que Reichenberg est le centre d'organisation d'une garde-blanche en Tchéco-Slovaquie. A cette organisation travaillent des instructeurs de l'Orgesch allemand. Le but est également défini dans les documents: c'est l'écrasement des grèves et des „putsch“ communistes. L'armement, les accessoires techniques le service de „renseignements“ y sont considérés comme les problèmes essentiels à résoudre. Les instructions contiennent des allusions à la surveillance des logements et des habitudes de vie des chefs communistes ainsi qu'à leur mise éventuelle hors d'état de nuire.

Les révélations du „Vorwaertz“ ont fait grand bruit et dans tout le nord de la Bohême on annonce des protestations ouvrières qui montrent une décision bien prise de mettre en pratique toutes les contre-mesures nécessaires. Les social-démocrates viennent au secours des gardes-blancs démasqués en cherchant à diminuer la portée des révélations du „Vorwaertz“, qu'ils traitent de „manoeuvres communistes“. La presse tchèque bourgeoise ou social-démocrate indifféremment cherche à atténuer aussi la chose, ce qui ne fait que confirmer la déclaration du „Vorwaertz“ que le gouvernement tchéco-slovaque a trempé dans l'Orgesch. La „Rude Pravo“ publie d'ailleurs une circulaire secrète qui témoigne de l'organisation d'une „Orgesch“ sur territoire tchèque. Il semble que les Sokol, les milices social-démocrates et les légionnaires réactionnaires ne soient plus jugés suffisants pour combattre le communisme.

EN RUSSIE.

En l'honneur du Congrès.

— Le 20 juin à Borisov, province de Minsk, a été célébré solennellement le jour de l'ouverture du IIIème Congrès de l'Internationale Communiste. A 4 heures commencèrent les exercices de la garnison, des détachements communistes et des sociétés de préparation militaire. Ensuite eut lieu une grande manifestation en musique à Novo-Borisov. Un meeting solennel a eu lieu au Grand-Théâtre, devant un grand concours des spectateurs. La fête a été terminée par des exercices sportifs.

— Un groupe d'ouvriers a adressé de Crimée au Congrès de l'Internationale le télégramme suivant:

„Nous, ouvriers réunis de tous les coins de la Russie Soviétique et actuellement en traitement dans les sanatoriums de théologie, nous estimons de notre devoir prolétarien, au moment solennel où sont réunis les meilleurs représentants du monde entier, de saluer le IIIème Congrès de l'Internationale Communiste qui siège aujourd'hui dans la capitale rouge de la Russie Soviétique.“

Nous sommes persuadés que l'Internationale Communiste défendra les intérêts des opprimés de tout l'univers.

Nous prions les représentants du prolétariat de transmettre à leurs peuples notre sincère reconnaissance pour les avoir envoyés à Moscou travailler en commun pour le bien des travailleurs du monde entier.

Nous souhaitons à nos chers frères les membres du Congrès l'énergie et la force nécessaire pour mettre en pratique les paroles qu'ils prononcent et pour réaliser dans leurs pays la dictature du prolétariat.

Vive le IIIème Congrès!“

— Dans le district de Tambov il y a en fonctionnement 38 chambres de traitement pour chevaux galeux. De janvier à mars 8.688 bêtes ont été soignées, 70% guéries. Prochainement des installations semblables seront faites dans tous les districts et domaines nationaux de la province.

— L'ancien ataman petlurien Moralevitch a envoyé à Kiev une lettre où il se déclare touché par la grandeur et la force du Pouvoir des Soviets et de l'Armée Rouge et promet de défendre désormais la révolution communiste.

— La section d'Hygiène de la province de Tcherepovets a ouvert dans le village de Vakhnovo un sanatorium pour les enfants de paysans prédisposés à la tuberculose.

— Actuellement se tient le congrès des agronomes de toute la Russie. Il a examiné entre autres les remèdes à employer contre le fléau de la sécheresse, la sélection des graines, l'organisation de l'étude des terrains. Le commissariat de l'Agriculture a exposé un plan d'amélioration systématique des semences.

— Le commissariat des finances a assigné à la coopérative ouvrière un crédit de 5 milliards pour le mois de juillet.

— La direction des entreprises métallurgiques nationales (Gomza) a conclu un contrat avec le Centrosioiuz: elle fournira des machines agricoles et autres articles de métal et les coopératives lui rendront en échange 100 wagons de farine, 1.000 pouds de graisses, de la viande, des légumes et autres produits pour une somme de 200.000 roubles or.

— Le Commissariat de l'Hygiène Publique organise en Crimée dans l'ex-propriété des Panine une maison de santé pour les écrivains du monde entier qui sera dédiée à Léon Tolstoï. On y espère voir Romain Rolland et Anatole France.

— On apprend l'inauguration d'une Première Université pour soldats rouges dans la République des montagnards (Vladicaucase).

— Un groupe de représentants d'une grande compagnie d'Allemagne est en pourparlers pour la prise de concessions dans l'Oural. Ils ont l'intention de créer à Ekaterinbourg et Chadrinsk deux grands centres commerciaux pour les échanges en nature.

— Dernièrement a eu lieu près de Petrograd l'inauguration de 6 maisons de repos nouvelles réservées aux soldats rouges, avec club, théâtre, salle de conférences et de lecture, etc... Cette initiative des bataillons du génie sera reprise par le Soviet de Petrograd pour toute la garnison.

— Le 4 juillet le travail a été repris dans l'usine de caoutchouc Treougolnik, avec 3.000 ouvriers. 500 autres sont encore en congé. Il y a du combustible pour 3 mois.

— A Petrograd la Manufacture Nationale de Porcelaines, qui compte 500 ouvriers, se fait remarquer non moins par l'intensité de son travail que par sa valeur artistique. En juin la production a augmenté de 195%. Dernièrement a été expédié en Allemagne un premier lot de statuettes artistiques. On fabrique de la vaisselle simple mais de bon goût pour les campagnes.

— Le 4 juillet est parti du port de Petrograd le vapeur de propagande „le Petrograd Rouge“, qui atendra par les canaux la Volga à Rybinsk et donnera sur son trajet des meetings sur l'impôt alimentaire, la coopération, les échanges en nature, etc...

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.